



# DECISION DU MAIRE

PRISE LE 16 AVR 2026

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DE LA  
DELIBERATION DU 27 MARS 2026

Administration générale  
Cimetière  
LE/HDF

n°2026-187

**OBJET : Renouvellement d'une concession funéraire**

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération n°2026-03-27/05 du 27 mars 2026 aux termes de laquelle il a reçu délégation d'attribution du Conseil municipal,

VU l'arrêté municipal n°158/2015 du 5 novembre 2015 portant règlement du cimetière communal de Soisy-sous-Montmorency,

VU la décision n°2021-014 du 3 février 2021 portant fixation des tarifs et durées des concessions,

VU la délibération n°2025-02-06/10 du 6 février 2025 portant fixation des tarifs et durées des concessions inhérents au cimetière à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025,

VU l'attribution de la concession n° 4094, le 20 mai 1998 à

**CONSIDERANT** la demande faite le 15 avril 2026 présentée par  
sollicitant le renouvellement de la concession de terrain dans le cimetière communal.


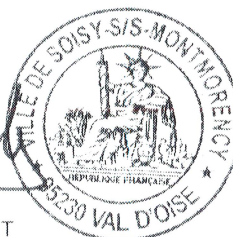
## DECIDE

**Article 1 :** D'accorder, dans le cimetière communal de Soisy-sous-Montmorency, à l'emplacement 11/3379, le renouvellement à de la concession Familiale de 2 m<sup>2</sup> pour une durée de 30 ans à compter du 20 mai 2028 au profit des ayants droits.

**Article 2 :** La présente concession est accordée moyennant la somme de six cent cinquante euros (650,00 €) versée dans la caisse du receveur municipal.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Comptable publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des présentes dispositions

**Article 4 :** La présente décision est transmise à  
- Monsieur le Sous-Préfet de Sarcelles  
- Madame la Comptable assignataire de Montmorency

Le Maire,  
  
Nicolas NAUDET  


Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le 16 AVR. 2026

Mis en ligne et/ou notifié le 16 AVR. 2026

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT Le 16 AVR. 2026

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.

Accusé de réception en préfecture  
095-219505989-20260416-AG2026DEC187-AU  
Date de réception préfecture : 16/04/2026